

Pierre Larrourou

# LA GRANDE TRAHISON

*Les élites ont abdiqué.  
À nous de reprendre la main.*



Flammarion

# Pierre LarrouTURou

## LA GRANDE TRAHISON

« Nous sommes des millions à nous sentir trahis, à penser : “Je n’ai pas voté pour ça !”

Et pourtant, nous sommes des millions à croire encore à la justice sociale et à comprendre que détruire la planète, c’est détruire notre avenir. Des millions à savoir que la haine de l’autre n’a jamais créé un emploi.

Nous ne pouvons pas nous résigner. Il existe des solutions efficaces pour sortir de la crise, une nouvelle donne est possible.

Si les “élites” ont renoncé, nous, nous continuerons le combat. Il est temps de relever la tête. Il est temps de reprendre la main. »

*Ingénieur agronome et économiste, Pierre LarrouTURou est, avec Stéphane Hessel, l’un des fondateurs du collectif Roosevelt 2012. Dès 2002, il fut l’un des rares économistes à annoncer la crise. En novembre 2013, il quitte le Parti socialiste pour créer le mouvement Nouvelle Donne, qui rassemble déjà plus de 7 000 adhérents et présentera des listes citoyennes aux élections européennes du 25 mai 2014.*

« LarrouTURou, c’est cet économiste qui pense que les solutions à la crise existent, qui croit fermement qu’une vraie politique de gauche est possible dans le contexte global actuel. [...] C’est à lui tout seul un Jacuzzi, un energizer, un rail de coke, une capsule de Viagra : après deux heures avec lui, on redevient optimiste. »

Serge Kaganski, *Les Inrockuptibles*, avril 2007

Flammarion

La grande trahison

## Du même auteur

*Ça ne peut plus durer*, Seuil, 1994.

*Du temps pour vivre*, Flammarion, 1996.

*35 heures, le double piège*, Belfond, 1998.

*La gauche est morte, vive la gauche !* Presses de la Renaissance, 2001.

*Le Livre noir du libéralisme*, préface Michel Rocard, Éditions du Rocher, 2007.

*Crise, la solution interdite*, Desclée de Brouwer, 2009.

*Pour éviter le krach ultime*, préface de Stéphane Hessel, Nova Éditions, 2011.

*C'est plus grave que ce qu'on vous dit... mais on peut s'en sortir*, Nova Éditions, 2012.

*La gauche n'a plus droit à l'erreur*, avec Michel Rocard, Flammarion, 2014.

Pierre Larrouiturou

## La grande trahison

*Les élites ont abdiqué.  
À nous de reprendre la main.*

Flammarion

© Flammarion, 2014.  
ISBN : 978-2-0813-1490-0

« Parmi nous,  
il y a des braves qui refusent  
qu'on tue l'âme et l'esprit. »

Ivan KORDIC,  
Sarajevo, 8 décembre 1992





« C'EST EFFRAYANT ! »

### Lundi 8 avril 2013

En sortant de l'Élysée, Michel Rocard résume d'une phrase la situation : « C'est effrayant ! » Nous venons de passer deux heures avec le principal conseiller économique du président de la République. Au terme de ces deux heures de travail en commun, Emmanuel Macron lâche : « J'ai l'impression qu'on fait une politique des années 1980. Une politique qui aurait pu marcher il y a trente ans. »

Et quand nous lui demandons pourquoi continuer cette politique, quand Michel Rocard – à trois reprises – propose que nous rencontrions ensemble François Hollande pour lui montrer qu'une autre stratégie est nécessaire et qu'elle est tout à fait crédible aussi bien économiquement que politiquement, Macron botte en touche et répond tristement : « On ne change pas un homme. »

« C'est effrayant », conclut Rocard sur le trottoir de l'Élysée avant de monter dans sa voiture.

**Matignon, le 27 mai 2013**

« Pourquoi ça ne se fait pas ? » demande Jean-Marc Ayrault quand je lui explique qu'on peut financer la dette publique à 1 % sans avoir à modifier les traités européens et qu'on pourrait donner ainsi une bonne bouffée d'oxygène aux finances publiques et à l'économie de chacun de nos pays <sup>1</sup>.

« Pourquoi ça ne se fait pas ? C'est une bonne question. Mais c'est à toi de la poser à l'Élysée : il y a un an presque jour pour jour, j'ai rencontré deux conseillers du président qui m'ont dit que cette idée était excellente, qu'ils lui en parleraient le lendemain et qu'on se reverrait "dès dimanche" pour avancer sur la question. Cela fait déjà un an, et personne n'a mis cette idée sur la table de la négociation européenne.

« Pourtant, personne ne conteste ni sa faisabilité ni son intérêt pour sortir la zone euro de la récession : à Davos, George Soros nous faisait de la publicité l'an dernier (un journaliste de France Inter m'a dit que Soros distribuait notre article à un déjeuner de presse). À Bruxelles, Philippe Maystadt, qui fut pendant onze ans le président de la Banque européenne d'investissement, soutient lui aussi cette idée. Il est l'un des fondateurs du collectif Roosevelt en Belgique... Personne n'y est hostile, mais personne ne met cette idée sur la table de négociation. Pour la France, à court terme, ce ne serait que quelques milliards d'économie (c'est toujours bon à prendre !), mais pour l'Europe du Sud, ça changerait tout.

---

1. Voir Michel Rocard et Pierre Larrourou, « Pourquoi faut-il que les États payent six cents fois plus cher que les banques ? » *Le Monde*, 5 janvier 2012.

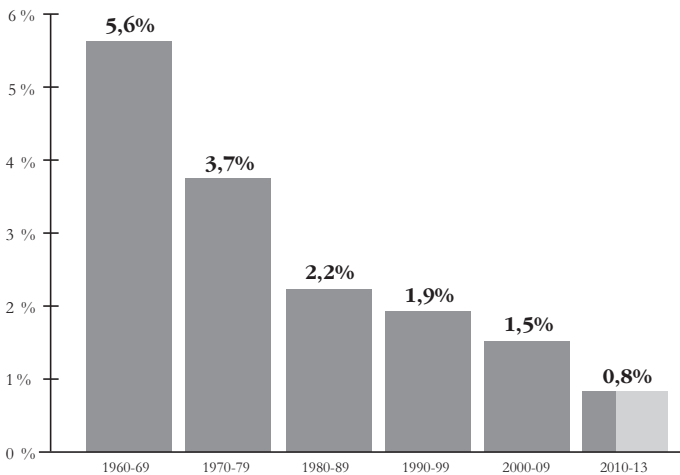
« *C'est effrayant !* »

« C'est tout à fait faisable, mais aucun dirigeant n'a repris l'idée. Et c'est comme ça que la zone euro est engluée dans la récession et que tous les peuples d'Europe vont finir par détester tout ce qui vient de Bruxelles. »

« Tu sais, reprend le Premier ministre, j'ai dû taper du poing sur la table pour que le président parle de l'Europe dans sa dernière conférence de presse. Mais il ne suffit pas d'en parler, il faudrait passer à l'action. »

Quelques minutes plus tard, alors que je lui montre la courbe retraçant l'évolution de la croissance en France depuis cinquante ans, Jean-Marc Ayrault me coupe à nouveau : « Je suis comme toi : ceux qui disent que la croissance revient, je ne les crois pas. »

La croissance en France depuis 1960



Source : Insee

Je suis assez étonné. Je pensais avoir besoin d'argumenter longuement mais, visiblement, si Jean-Marc Ayrault a souhaité qu'on se rencontre, c'est parce qu'il est effectivement à la recherche d'une politique alternative qui, au lieu de compter sur un retour miraculeux de la croissance, se donne les moyens de lutter contre le chômage et de développer de nouvelles activités, en prenant acte du contexte dans lequel nous sommes, y compris cette « panne » de croissance.

Je quitte le bureau de Jean-Marc Ayrault plus optimiste que je n'y suis rentré : il est visiblement en désaccord avec le président sur l'Europe et sur la stratégie économique et sociale du gouvernement – deux questions fondamentales pour notre avenir – et semble décidé à obtenir un changement de politique.

## 2 juillet 2013

Retour à l'Élysée. Rencontre avec le conseiller social du président. Après cinquante minutes d'échanges, la conclusion est claire : « Écoute, je suis d'accord avec l'essentiel de ce que vous dites, Rocard et toi<sup>1</sup>. Maintenant, c'est au président de décider. Il faut que tu le rencontres en direct. Je pense qu'il cherche des solutions pour sortir de l'impasse, mais, même pour nous, c'est un mystère... Je vais en parler avec Macron, mais moi, je suis partisan des circuits courts : le mieux, c'est que tu voies le président de la République en direct. C'est à lui de décider. »

---

1. Michel Rocard et Pierre Larrouturou, *La gauche n'a plus droit à l'erreur*, Flammarion, 2013.

« *C'est effrayant !* »

17 juillet 2013

Rencontre à Matignon avec cinq conseillers du Premier ministre. Le 15 juillet au soir, Jean-Marc Ayrault a dîné avec l'un de ses plus proches conseillers et lui a dit qu'il ferait le maximum pour obtenir un changement de politique pendant l'été. Avant de se lancer, le Premier ministre veut que les « technos » du cabinet vérifient la solidité de nos solutions en matière de logement, d'énergie, de fiscalité... Le matin du 17, la conseillère Emploi me prévient qu'un ancien du Trésor participera à la réunion programmée en fin d'après-midi : « Je ne suis pas du tout certaine qu'il partage vos analyses. Il doit être très très loin de ce que vous proposez, Rocard et toi. Tu as intérêt à y aller mollo », me dit-elle.

Mais, à 17 heures, alors que commence la réunion, le conseiller tant redouté explique qu'il a lu notre livre et qu'il partage l'essentiel de nos analyses : « Je suis tout à fait d'accord avec l'une des thèses fondamentales de Pierre et de Michel Rocard : le scénario le plus probable, c'est une croissance à la japonaise : une croissance *flat*, entre 0 et 1 % pendant très très longtemps. Et, vu l'état du système bancaire, vu l'état de la zone euro, des États-Unis, du Japon et de la Chine, on peut à tout moment avoir une nouvelle crise, et donc une grosse rechute. Avec notre boîte à outils, on est bons dans 15 % des scénarios. Mais dans 85 % des cas, on n'est pas bons... »

Silence gêné autour de la table.

Un deuxième conseiller prend la parole. Lui aussi est d'accord : il n'y a aucun espoir que la croissance revienne à un niveau suffisant pour sortir notre pays

du chômage de masse. Après un rapide tour de table, le conseiller-venu-du-Trésor reprend la parole et, « puisque tout le monde est d'accord », propose qu'on passe au point suivant : dans ce contexte de croissance 0, quel contenu donner à l'acte II du quinquennat que veut annoncer Jean-Marc Ayrault à la fin de l'été ?

Le conseiller social le coupe : « Tu dis qu'on est tous d'accord sur le contexte économique. C'est vrai. Mais il y a quand même un problème. Le président de la République a affirmé le contraire dans l'interview du 14 Juillet : la reprise est là ! »

Nouveau silence gêné. Puis la discussion reprend et tous sont d'accord pour dire que, sans aller au clash avec le président, le Premier ministre peut très bien annoncer à la fin de l'été un acte II du quinquennat avec une stratégie économique beaucoup plus claire, plus punchy et plus adaptée à la réalité.

En 1970, Jacques Chaban-Delmas avait prononcé un grand discours sur la Nouvelle Société qui s'opposait à la vision conservatrice du président Pompidou. Chaban l'avait payé très cher, car Pompidou était vraiment légitime auprès des citoyens et des députés. Mais en juillet 2013, vu la faible légitimité du président et l'absence de résultats de la politique menée depuis son élection, les conseillers de Jean-Marc Ayrault pensent que le Premier ministre peut tenir un discours nouveau sans être lâché par la majorité des députés.

Il ne s'agit pas de mettre en scène un quelconque désaccord avec le président<sup>1</sup>, mais de provoquer un

---

1. « On pourra dire : le président a raison, il faut aller plus loin et plus vite contre le chômage des jeunes... Le président

*« C'est effrayant ! »*

électrochoc en ayant un discours de vérité. L'affaiblissement du président peut même être une opportunité pour rééquilibrer les institutions et renforcer le rôle du gouvernement, du Parlement et des partenaires sociaux. Après tout, l'article 20 de la Constitution affirme que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. Il est responsable devant le Parlement ». À aucun endroit dans la Constitution il n'est écrit que le président décide de tout, tout seul, et que les ministres, les députés et les citoyens ne sont que les spectateurs d'une histoire dont le scénario s'écrit sans eux.

À l'issue de la réunion, le conseiller économique nous explique qu'il est prêt à interrompre ses vacances s'il peut aider à rédiger le discours de La Rochelle : « C'est pour faire ce genre de politique que j'ai pris ma carte au PS », affirme joyeusement celui qu'on me présentait le matin même comme un affreux technocrate !

En quittant Matignon, je suis sur un petit nuage. Tout ce que nous avons fait avec Stéphane Hessel et les amis du collectif Roosevelt n'aura pas été inutile : certes, le PS est arrivé au pouvoir sans avoir vraiment de programme mais, après un an d'hésitation, le gouvernement va enfin mettre en œuvre une politique de progrès social. L'espoir revient.

Hélas, mille fois hélas, le changement de politique que nous espérions n'aura pas lieu pendant l'été !

---

a raison, il est temps de prendre à bras-le-corps les problèmes de logement... Le président a raison, il est temps de lutter contre le dumping fiscal européen... »

## *La grande trahison*

Comme le raconte *Le Nouvel Observateur*, l'Élysée a repris la main et interdit toute tentative de sortir des sentiers battus.

« L'été dernier, Jean-Marc Ayrault a douté. Et si la croissance ne revenait plus ? Que faire ? Ses conseillers ont travaillé sur un nouveau discours de politique générale, prônant un électrochoc (...).

Les stratèges de Matignon ont travaillé... jusqu'au mercredi 14 août ! Ce jour-là, l'Insee annonce que la croissance du PIB tricolore a atteint 0,5 % au deuxième trimestre.

Exit Larrouturou. Le Premier ministre a été prié de remiser son discours alternatif par un président de la République convaincu que le cycle économique pouvait jouer en sa faveur.

Depuis lors, hélas, l'activité n'a pas rebondi et les prévisions pour 2014 ne sont guère encourageantes. Du coup, François Hollande se voit contraint de prendre la main que lui ont tendue les dirigeants patronaux. Le voilà qui assure que la baisse des charges et une politique de l'offre renforcée peuvent relancer la machine.

Et si François Hollande se trompait ? Enfermé dans la mystique de la croissance, ne passe-t-il pas à côté du nouveau mal du siècle, la stagnation de longue durée ? »

*Le Nouvel Observateur*, 16 janvier 2014

### **14 août 2013**

L'Insee annonce que la croissance du PIB a été de 0,5 % au second trimestre. Ce petit rebond ne signifie rien, car il est dû pour l'essentiel à une augmentation des stocks des entreprises et à un hiver plus long que la normale qui a obligé les Français à consommer



« C'est effrayant ! »

plus de chauffage. Et même avec ce rebond accidentel, l'Insee ne prévoit que 0,3 % de croissance pour l'ensemble de 2013. Cela reste très modeste, mais cela n'empêche pas Pierre Moscovici de jubiler : dans tous les médias, il se réjouit de ces 0,3 %, alors qu'il y a un an, en arrivant à Bercy, il tablait pour 2013 sur une croissance de 1,7 % !

Une croissance du PIB de 0,3 %, si on enlève la croissance de la démographie (0,4 %), cela fait une baisse du PIB par tête de 0,1 %. Voir un ministre qui passe d'une télé à l'autre pour se réjouir d'une *baisse* du PIB par tête et rabâcher que la crise est finie, c'est une grande première dans l'histoire de notre pays.

17 août 2013

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

16 AOUT 2012

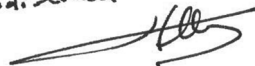
Cher amis,

Votre collectif avance des propositions concrètes.

J'en ai pu connaître avec intérêt.

Je vous remercie bien volontiers à ce sujet.

Bien cordialement



Cela fait un an que Stéphane Hessel et moi avons reçu cette lettre du président qui nous félicitait pour les propositions du collectif Roosevelt. À la demande expresse de l'un de ses proches, il avait lu le Manifeste du collectif Roosevelt pendant l'été et écrivait qu'il voulait nous rencontrer à la rentrée.

Un an a passé. À aucun moment le président n'a accepté que nous nous rencontrions. Malgré la lettre que Stéphane lui a envoyée, malgré les demandes faites par ses conseillers ou par des parlementaires qui partagent nos analyses, il refuse le débat.

En un an, le nombre total de chômeurs inscrits à Pôle emploi a augmenté de 330 000 et la cote de popularité du chef de l'État s'est effondrée.

## 17 septembre 2013

Aux États-Unis, le président de la Banque centrale doit prononcer son grand discours de rentrée. Tout le monde s'attend à ce que Ben Bernanke annonce un retour à la normale de la politique monétaire : depuis 2008, la banque centrale a fait tourner la planche à billets comme jamais elle ne l'avait fait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais, comme le chômage est retombé à un niveau « raisonnable » et que le gros de la crise semble derrière nous, tout le monde pense que Bernanke annoncera un retour à la normale.

Surprise ! Bernanke explique au contraire que la crise n'est pas finie et que les indicateurs servant habituellement à juger de l'état d'un pays donnent une image fautive de la réalité. Il insiste en particulier sur les chiffres du chômage qui donnent une vision

« *C'est effrayant !* »

trop positive de la réalité, car chaque mois 400 000 à 500 000 Américains tombent dans les chômeurs découragés : convaincus qu'ils ne trouveront pas d'emploi, ils n'ont plus droit à la moindre allocation et ne voient pas à quoi sert d'aller s'inscrire au chômage. Ils disparaissent donc des statistiques, même s'ils sont toujours dans la misère la plus totale.

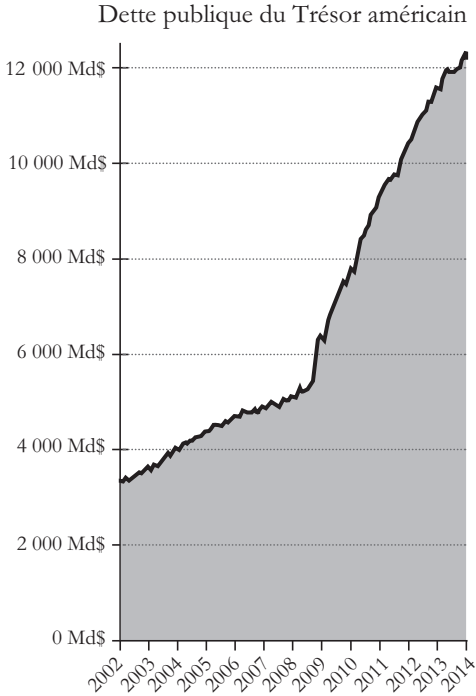
« Le bon indicateur pour juger de la situation du pays, ce n'est pas le taux de chômage, mais le taux d'activité », explique Bernanke. Et celui-ci s'effondre mois après mois. Seuls 63 % des adultes en âge de travailler sont actifs (actifs occupés ou actifs au chômage).

Le roi est nu ! Avec une dette publique qui monte verticalement et un taux d'activité qui plonge, on comprend que Bernanke s'inquiète. Même en ayant créé *ex nihilo* 900 milliards de dollars en un an pour acheter les bons du Trésor<sup>1</sup> et tenir à bout de bras les structures dans lesquelles on a stocké une bonne partie des prêts immobiliers contaminés, il reconnaît que, non seulement les États-Unis ne sont pas sortis de la crise, mais qu'ils s'y enfoncent mois après mois : la croissance du PIB par tête ne sera que de 0,9 %

---

1. La Banque centrale américaine a acheté 71 % des bons du Trésor émis en 2013 par le gouvernement américain pour financer ses déficits. L'époque où la Chine ou le Japon étaient les premiers financeurs de l'Oncle Sam est révolue depuis longtemps : 71 % du déficit est financé par la planche à billets de la Réserve fédérale. Les autres banques centrales de la planète sont solidaires et le financement « normal » devient marginal... C'est un indice parmi d'autres de la très grande fragilité de la reprise américaine.

## *La grande trahison*



en 2013, et jamais le pays n'a connu un tel effondrement du taux d'activité.

C'est sans doute l'un des discours les plus importants jamais prononcé par un patron de banque centrale, mais on en a très peu parlé en France : le cinquante-deuxième épisode du combat entre François Fillon et Jean-François Copé est évidemment plus important !

Or, ce qui se passe aux États-Unis est fondamental pour de multiples raisons. Économiques, d'abord : la crise a éclaté aux États-Unis. Comprendre si le pays qui tire l'économie mondiale va nettement mieux ou franchement plus mal qu'en 2008 est important pour savoir si on peut compter sur une forte reprise de

« C'est effrayant ! »

### Taux d'activité aux États-Unis



Source : Bureau of Labor Statistics

la croissance ou s'il faut, au contraire, se préparer à une rechute.

Ce qui se passe aux États-Unis nous intéresse aussi parce que c'est le pays qui sert de modèle à la plupart des dirigeants et des économistes de France. Il est évidemment le modèle des néolibéraux : les États-Unis sont l'un des pays de l'OCDE où le coût du travail est le plus faible parce que 90 % des dépenses de santé sont payées par les individus et non par des cotisations sociales. C'est le pays où, pour l'essentiel, l'enseignement supérieur est financé non par l'impôt mais par des emprunts que doivent souscrire les étudiants<sup>1</sup>. C'est le modèle de tous ceux qui veulent mettre

---

1. Un jeune Américain commence sa vie adulte avec une dette moyenne de 25 000 dollars qui lui ont permis de payer la faculté. Ce qu'oublie parfois de dire les adorateurs du modèle néolibéral.

en place une politique de l'offre : selon eux, baisser le coût du travail et déréguler le marché du travail « comme aux États-Unis » nous permettra de retrouver le plein-emploi.

Mais, paradoxalement, c'est aussi le modèle des vieux keynésiens et des anti-euros qui affirment que, si on pouvait avoir une politique monétaire aussi généreuse qu'aux États-Unis (en changeant les règles du jeu de la Banque centrale européenne ou en sortant de la zone euro), tout irait nettement mieux.

Malheureusement, le discours prononcé par Ben Bernanke le 17 septembre montre une réalité très différente de ce que rabâchent néolibéraux et archéo-keynésiens : même en ajoutant les effets de la politique de l'offre, ceux de la création monétaire et la baisse-du-coût-de-l'énergie-que-permet-l'exploitation-du-gaz-de-schiste, les États-Unis ne parviennent pas à sortir de la crise ! Les solutions des années 1970 ne sont manifestement pas à la hauteur des défis des années 2010.

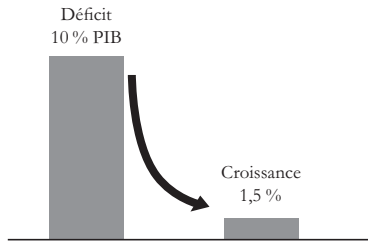
### **17 septembre, encore**

Au Japon, le Premier ministre reconnaît que la croissance est en train de retomber : malgré un déficit de 10 % du PIB qui a conduit le président de la Banque centrale à démissionner parce qu'il ne voulait pas cautionner un tel dérapage dans un pays où la dette publique dépasse les 250 % du PIB, la croissance pour 2013 ne sera sans doute que de 1,5 %.

« *C'est effrayant !* »

La politique de relance de Shinzo Abe <sup>1</sup> a fait illusion pendant deux trimestres. Lors de sa visite à Tokyo, le 7 juin dernier, François Hollande a affirmé que la politique de relance du Japon devait inspirer l'Europe ; peut-être regrette-t-il aujourd'hui ces propos : mettre sur la table un déficit de 10 % du PIB pour obtenir une croissance de 1,5 seulement, ce n'est pas très glorieux, et même fort risqué.

Bilan 2013 de l'économie japonaise



Comme une voiture qui roule encore, mais qui a besoin d'un litre d'huile tous les 300 mètres, un pays où il faut un déficit colossal pour maintenir une maigre croissance peut à tout moment casser une bielle. C'est déjà ce que nous expliquions, Joseph Stiglitz et moi, lors d'un débat public organisé en mars 2010 à Paris <sup>2</sup>. Quatre ans plus tard, comment

---

1. Premier ministre du Japon depuis le 26 décembre 2012.

2. Joseph Stiglitz est Prix Nobel d'économie. Lors d'un débat organisé à la Grande Arche de la Défense en mars 2010, nous expliquions tous les deux que, contrairement à ce qu'affirmaient la plupart des économistes, nos pays n'étaient pas du tout sortis de la crise, qu'ils étaient dans l'œil du cyclone. Nous montrions comment les stratégies de sortie de crise adoptées par les dirigeants occidentaux ne s'attaquaient jamais à la racine des problèmes et ne faisaient que repousser les changements nécessaires. Nous montrions aussi que ceux qui comptaient sur la Chine pour

François Hollande peut-il encore prendre pour modèle un système qui menace ruine ?

## 17 septembre, toujours

Dernier rendez-vous à Matignon. J'hésite à y aller, car je pense que Jean-Marc Ayrault et son équipe ont raté le coche : s'ils voulaient un changement de politique, c'est à La Rochelle à la fin du mois d'août qu'il fallait l'annoncer. La rentrée a été calamiteuse et moins de 25 % des citoyens font encore confiance au gouvernement. Mais, puisque le rendez-vous est pris, j'y vais.

« On est d'accord, la croissance ne reviendra pas, mais tu peux redire pourquoi, à ton avis, on est dans cette situation ? » m'interroge Christophe Chantepy, le directeur de cabinet de Jean-Marc Ayrault. Afin de lui faire comprendre que ce n'est pas « mon avis », mais l'explication avancée par une majorité d'économistes, je lui montre l'article que vient de publier *Les Échos* :

### **Croissance : la CnuCED pour une autre politique**

Le constat est sans appel : aucune reprise ferme et soutenue de la croissance mondiale n'est à attendre. Les politiques économiques devraient, de manière prioritaire, être centrées sur le redressement de la part des salaires plutôt que sur l'austérité budgétaire.

---

tirer la croissance mondiale n'avaient manifestement retenu aucune leçon de la crise de 2007-2008 : afin de maintenir sa croissance, la Chine avait injecté dans son économie 30 % du PIB en crédits privés pour la seule année 2009. Une énorme bulle immobilière était en train d'enfler en Chine, qui éclate en 2014...



*« C'est effrayant ! »*

La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), qui a publié hier son rapport annuel, n'y va pas par quatre chemins : « Cinq ans après la crise, l'économie mondiale reste dans un état de désarroi. Les politiques économiques mises en place ont échoué. »

La Cnuced attribue cet échec à une erreur de diagnostic : « Les responsables politiques ont concentré leurs efforts sur la restauration de la confiance des marchés financiers. Tout cela n'a abouti qu'à une progression du chômage. Et la hausse espérée de la demande privée, censée contrebalancer les effets récessifs d'une baisse des dépenses publiques, ne s'est pas matérialisée. »

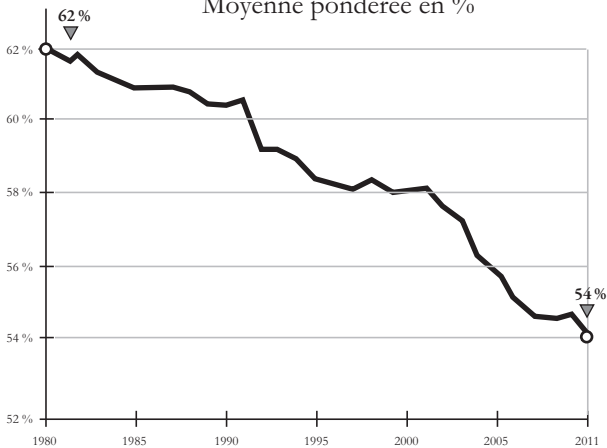
« Une stratégie visant à renforcer la compétitivité des économies en réduisant les coûts salariaux néglige totalement le fait que les salaires sont généralement une source majeure de la demande domestique. Si une telle stratégie est poursuivie par bon nombre de pays en même temps, cela conduit à une course vers le bas, dégrade la distribution des revenus et représente une menace pour la cohésion sociale. »

La croissance de l'inégalité dans la distribution des revenus a été l'un des facteurs ayant conduit à la crise. Or les revenus du travail sont la plus importante source de consommation des ménages. Améliorer le pouvoir d'achat de la population en général et des salariés en particulier devrait donc être le principal ingrédient de la politique économique. On en est loin.

Sur les trente dernières années, la part des revenus du travail dans la production mondiale n'a cessé de décliner, passant de plus de 62 % en 1980

## La grande trahison

La part des revenus du travail  
dans la valeur ajoutée  
Moyenne pondérée en %



Source : Onu - *Les Échos*, 13 septembre 2013

à environ 54 % en 2011. Les entreprises ont recherché des gains en exploitant les différences salariales entre pays plutôt qu'à travers l'innovation et les investissements. En d'autres termes, ce n'est pas parce que les entreprises ont augmenté leurs profits qu'elles ont investi et embauché, regrette la Cnuccd.

Pour elle, il est plus que temps de changer de stratégie économique si l'on veut retrouver une croissance digne de ce nom. »

Richard Hiault, *Les Échos*, 13 septembre 2013

Jamais le déséquilibre entre ce qui va aux salariés et ce qui va aux actionnaires n'a été aussi important. Dans tous les pays de la planète, la part des salaires (ce qui permet aux gens de vivre, ce qui nourrit la consommation et remplit les carnets de commandes des entreprises) est à son plus bas historique alors



N° d'édition : L.01ELKN000497.N001  
Dépôt légal : mai 2014